

sit-in hier à la présidence pour les coups mortels de la police à Agla

## Kérékou temporise les parents des victimes

Marius Kpogué

Les habitants de Agla Kango quartier situé dans le treizième arrondissement de Cotonou victime d'une bavure policière le vendredi dernier ont organisé hier un sit-in à la devanture de la présidence de la République. Le chef de l'Etat, Mathieu Kérékou a reçu une délégation des manifestants. Après réception de leur plainte, le président a promis d'instruire les services compétents pour résoudre le problème selon les manifestants. Le ministre de l'intérieur et de la sécurité publique de source proche de la présidence a été d'urgence interpellé par le chef de l'Etat à la présidence pour connaître des doléances des habitants d'Agla et se voir charger de l'affaire. Le ministre Mama Sikas s'est d'urgence rendu sur le terrain pour constater les faits.



Le Pdt Mathieu Kérékou

Les policiers ont répliqué par des coups de fusil. Bilan deux morts, des blessés, des pères et mères de famille et leurs enfants sans abri. Des maisons entières ont été détruites. Des personnes ayant opposées des résistances ont été embarquées.

L'immeuble M. a été l'objet de conflit domanial qui a opposé Bernard Zonou à Tossa Hogbonouto. Par jugement n°35/1Cb/1999, le tribunal de première instance de Cotonou, statuant en matière tradition-

nelle a débouté M. Bernard Zonou par rapport au conflit de droit de propriété qui l'opposait à feu Tossa Hogbonouto représentée par Mme Atchi Tessi. Le tribunal de première instance de Cotonou par ce jugement reconnaît le droit de propriété de Mme Tossa Hogbonouto sur l'ensemble des parcelles de l'immeuble M. source du conflit. Aussi le tribunal par ce jugement rendu avait-il débouté M. Bernard Zonou de toutes ses intentions, ordonné son expulsion et celle de tous les occupants de son chef dudit immeuble M. et confirmé cependant toutes les ventes régulièrement opérées par Mme Tossa.

L'immeuble M. est un vaste domaine comportant plusieurs lots qui ont été acquis par la population, auprès du feu Tossa Hogbonouto et auprès de M. Bernard Zonou. Et seules les personnes qui n'ont pas acquis leur parcelle auprès de feu Tossa Hogbonouto sont ceux qui font l'objet d'expulsion ces derniers jours par la police sur commandement de déguerpir de Mme Hortense Bankolé de Souza huissier près le tribunal de première instance et la Cour d'appel de Cotonou.

## Théâtre et coopération France Afrique

### Le spectacle «Consulat zénéral» en tournée à Paris

Fortuné Sossa

Du 04 mars au 03 avril 2005, Paris la capitale française accueille le spectacle de théâtre «Consulat zénéral», un texte de la journaliste et romancière sénégalaise Aminata Zaaria, mis en scène par Lucio Mad. C'est une comédie d'une drôlerie volontiers subversive qui peint les mésaventures de cinq sénégalais venus chercher leur visa au consulat de France. Pour Madame de Visière, l'employée chargée de la délivrance du «précieux sésame», ils sont tous «suspects de tricherie et de magouille». Alors, elle épluche leur dossier avec un zèle qui confine à «l'obsession perfide...» Mais, loin de baisser la tête, les candidats au voyage décident de ne pas se laisser faire.

En mars 2002, le «Consulat zénéral» a été présenté au Festival international de théâtre du Bénin (Fitheb), sixième édition. Les acteurs de l'époque, Ibrahim B., Dominique Callip, Oumar Ciss, Abdul Aziz Guieye, Omar Seck... avait émerveillé l'ensemble des festivaliers et le public béninois par leurs nom-



Une séance du spectacle «Consulat Zénéral» au Fitheb 2002

breux subterfuges. A chacune des représentations, les personnages avec humour et dérision allaient de quiiproquo en malentendu pour faire vivre manifestement toutes les difficultés à s'offrir un visa d'entrer en France.

A propos de la puissance de son texte, l'auteur Aminata Zaaria écrit : «En toute sincérité je suis partie d'une expérience personnelle. A deux reprises, j'ai dû être envoyée en France et il me fallait le fameux visa. J'ai donc fait la queue au consulat et observé, écouté, entendu, à la fois nombre de gens, d'attitudes et de comportements».

## Atelier en photographie de haut niveau

### La capacité des professionnels de l'image renforcée

Armand F. Vidéglia

Ils sont au total seize (16) professionnels de l'image dont douze (12) photographes et quatre (4) encadreurs à participer du 21 au 26 février dernier à un atelier de Haut niveau à Bamako, la capitale malienne. L'atelier est dénommé Masters Classes et a permis aux participants de travailler sur les photos qu'ils ont réalisées sur

place. C'est aussi l'occasion de les critiquer avec d'autres spécialistes d'image. L'objectif global de cet atelier est de favoriser une culture d'échanges entre les différents pôles de la photographie en Afrique et de renforcer la formation des photographes et leurs réflexions sur l'image. Cet atelier entre dans le cadre des activités inter biennales des

Rencontres africaines de la photographie de Bamako. Venus de l'Afrique du Sud, du Mali, du Mozambique et du Zimbabwe des artistes de renom ont aussi pris part à cette rencontre d'échange. Le choix de ces pays n'est pas un fait du hasard parce que, apprend-on, ils sont «bien engagés dans le cadre de la promotion de la photographie». Mieux, l'Afrique du Sud et le Zimbabwe organisent chacun des manifestations de niveau international. Le Mali leur emboîte le pas en organisant tous les deux ans les Rencontres de la photographie Africaine de Bamako, la plus grande manifestation du continent qui regroupe la crème de la production. «Promo Femme» et le Centre de formation pour la photo (Cfp) de Helvetas sont les deux structures privées de formation qui organisent des expositions et des conférences-débats. «Un autre monde», c'est le thème des 6èmes rencontres du genre prévues pour novembre 2005. Une édition rehaussée par la création récente de la «Maison Africaine de la photographie» qui «constitue un grand espoir pour l'ensemble des photographes du continent». Mais informe-t-on, cette maison ne suffit pas à elle seule pour les besoins de la photographie africaine. C'est ainsi que le Workshop de Bamako constitue une étape pour un échange fructueux entre les professionnels africains. Une structure qui permettra de renforcer la formation des photographes et nourrir leur réflexion sur l'image grâce à la participation de cinéastes, universitaires et critiques de photo.

## Etats-Unis d'Amérique

### Nécessité d'une conférence sur la réforme des médias

A. F. V.

La machine de réforme des médias aux Etats-Unis d'Amérique vient d'être mise en marche à travers la conférence nationale de 2005 sur la réforme des médias qui se tient du 13 au 15 Mai prochain à St Louis. Les partisans d'une réforme des médias, ont voulu faire de cette rencontre un «forum pour discuter de solutions visionnaires et pratiques aux problèmes qui confrontent les médias des Etats-Unis». Prennent part à cette conférence qu'organise Free Press, des militants, des créateurs de médias, des universitaires

et des décideurs. Au cours de la conférence, les participants vont discuter d'objectifs et stratégies pour faire avancer des politiques positives pour les médias et pour favoriser une plus grande participation du public dans la détermination des politiques relatives aux médias». A travers des prestations en tables rondes, des ateliers, des séances de discussion, ils pourront connaître le fonctionnement des médias aux Etats-Unis et à l'Etranger, discuter des perspectives d'un système de médias davantage orienté vers l'intérêt public.

## Concours littéraire international

### Les universitaires sollicités à écrire sur les droits de la personne

Richard Bemba (Stag)

La fondation allemande dénommée Irmgard-Coninx vient de lancer un concours d'essais sur les droits de la personne avec pour thème «l'universalité des droits de la personne». Sont appelés à y postuler, les jeunes universitaires et militants des droits de la personne. Les essais, souligne la fondation, doivent approfondir la question de savoir si les droits de la personne sont une valeur universelle, et aborder des questions comme les nécessités du libre-échange et des communications, les sociétés démocratiques modernes et l'idée d'un patrimoine commun partagé entre les cultures.

L'objectif est de trouver des approches de solution aux questions sociales, politiques, théoriques et pragmatiques auxquelles les droits de la personne font face à l'heure actuelle.

Les auteurs des vingt meilleurs essais, précise la fondation, bénéficieront gratuitement d'un séjour en Allemagne, séjour au cours duquel il prendront part à une conférence internationale qui aura lieu à Berlin du 04 au 06 octobre 2005. Quant à l'auteur du meilleur essai, il recevra une bourse de recherche de trois mois pour étudier au centre de recherche en science sociale et à l'université Humboldt à Berlin en 2006.

## Pénurie des produits pétroliers

### La ligne pour la défense des consommateurs interpelle l'Etat

M. K.

La ligne pour la défense du consommateur au Bénin interpelle les responsables des sociétés pétrolières et du ministère du commerce et les invite à se prononcer publiquement sur les causes de la pénurie des produits pétroliers dans le pays. «Le silence coupable des acteurs du secteur est un mépris manifeste et une violation flagrante du droit à l'information reconnue aux consommateurs par les principes directeurs des Nations Unies portant protection des consommateurs» indique la ligne dans un communiqué de presse parvenue à notre rédaction.



Un trafiquant de produits pétroliers

développement du Bénin selon la Ldcb. Pour la ligne, les produits pétroliers constituent à n'en point douter des produits stratégiques pour le développement d'une nation. Depuis une quinzaine de jours, on assiste à la pénurie des produits pétroliers dans les stations services sur toute l'étendue du territoire national. La Ldcb tient à exhorter les consommateurs au calme et à la sérénité en vue d'une sortie honorable de crise.

La ligne pour la défense du consommateur au Bénin (Ldcb) dans son communiqué de presse du 01 Mars 2005 signé du président Romain Abilé Houénonou fait le constat que les produits pétroliers se font de plus en plus rare. Ce qui pénalise les consommateurs et freine le